

## **Les effets économiques potentiels sur la France à la suite du Brexit**

Étant donné l'augmentation actuelle de relations tendues entre le Royaume-Uni et l'Union européenne, une circonspection des conséquences potentielles à l'égard de l'économie française suivant une sortie anglaise de l'Union est d'une importance essentielle. Pour ce faire, on doit analyser non seulement des rapports en cours entre ces deux pays au niveau économique, mais également aux contextes socio-politiques. Considérer bien la position actuelle de l'industrie française peut expliciter l'influence profonde que le Brexit pourrait en tenir au cas d'une sortie, peu importe sa sévérité. Les contenus de cette analyse visent clarifier les résultats et les conséquences éventuelles de cet événement historique tout en se rendant compte de la nature éphémère de ce sujet et de la multiplicité de facteurs qui influencent les données actuelles.

Pour comprendre comment le Brexit nuirait à l'économie française, il faut d'abord trouver la conjoncture que la France occupe actuellement au niveau financier. Sans doute, la France se situe à une position puissante à l'égard de l'économie mondiale. Selon les statistiques publiées en 2018 par l'*International Monetary Fund*, la France comporte la sixième plus grande économie du monde, à l'arrière du Royaume-Uni et de l'Allemagne. Son produit intérieur brut, un jalon utilisé pour déterminer la richesse totale produite par l'intérieur d'un pays, se trouvait à 2 794 billions USD en 2018, dépassant les années

précédentes (2 465 billions USD en 2016, par exemple).<sup>1</sup> Par rapport aux États-Unis et à la Chine, les pays qui comportent les plus grandes économies du monde, la France met toujours en place une production compétitive de biens et d'exportations. Même si l'économie française tient un rôle moins important en relation avec ceux des deux pays les plus influents, elle sert quand même une fonction cruciale au marché global, particulièrement à l'égard de sa relation intime avec l'économie anglaise.

D'abord, l'économie française fait ses bases sur une myriade de secteurs.

Historiquement un pays majoritairement composé d'ouvriers en agriculture subsidiaire aux époques passées, la France a transformé sa production pendant l'apogée de la révolution industrielle. Influencés par des racines explosives de la technologie, de la mécanisation, et de la fabrication à grande échelle, les secteurs de nos jours dans lesquels les citoyens travaillent sont très différents et plus avancés qu'ils étaient il y a 200 ans. Depuis l'agriculture jusqu'aux travaux, en passant par le tourisme et même par le service, la production en France se manifeste dans une multiplicité de formes. En tenant compte des secteurs français et de sa position mondiale, on doit examiner ces plusieurs pistes de travail pour mieux comprendre la quantité de changement économique que la France verrait à la suite du Brexit.

Pour récapituler la fabrication agroalimentaire en France d'aujourd'hui et pour remarquer comment cette partie de l'économie sera affectée par le Brexit, il faut prendre un échantillon de sa production actuelle. Les productions agricoles prépondérantes dans la France sont en grande majorité des céréales, des vins, des produits laitiers et des viandes.<sup>2</sup>

---

<sup>1</sup> International Monetary Fund. *World Economic Outlook Database, April 2018. Data and Statistics.*  
<https://tinyurl.com/yboqekz>

<sup>2</sup> Vincent Adoumié (dir.), Christian Daudel, Didier Doix, Jean-Michel Escarras et Catherine Jean, *Géographie de la France*, Paris, Hachette supérieur, coll. « HU Géographie », 2007.

En 2015, le pourcentage total de la population française à l'âge ouvrier qui travaille en tant qu'exploitant s'est situé à 0,8%.<sup>3</sup> Quoique ce chiffre n'apparaisse pas initialement gigantesque ou impressionnant, il comporte plus d'un demi-million d'ouvriers (selon le bilan du recensement en 2018, qui constate que la population de France se trouve à 67 millions de gens). Toutefois, cette somme est radicalement baissée en contraste avec le total de fermiers en 1945, quand environ 33% de la population a travaillé dans cette industrie.<sup>2</sup> Cette marge en pourcentage entre 1945 et 2018 atteint à une multiplicité astronomique : presque dix millions de travailleurs agricoles ont fait partie de la population active française pendant l'époque. Bien qu'aujourd'hui le chiffre total de fermiers soit moins élevé que celui des années précédentes, les exportations totales de biens végétales à l'étranger est autant grand qu'à cette époque-là.<sup>2</sup>

Si le Brexit s'achève, il fera une menace grave contre cette portion essentielle de l'industrie française. Voyant une déconnexion d'échanges agricoles entre le Royaume-Uni et la France, il y aurait tant plus d'impôts qu'auparavant quand le Royaume-Uni a fait partie de l'Union européenne. En effet, ces impôts baisseraient le taux total de biens exportés à l'Angleterre, car les fermiers exportant ces biens ne pourront pas payer les nouveaux droits de douanes élevés. Pour démontrer concrètement cet effet, les biens agroalimentaires français exportés vers le Royaume-Uni en 2016 ont fait partie de 9,4% des exportations agricoles françaises totales. Cela comporte 5 583,6 millions d'euros (émanant d'une somme d'exportations agricoles de 59 400 millions d'euros mondialement).<sup>4</sup> Une taxe sur ses profits endommagerait les exploitants français. Il se pourrait qu'un accord aidant ces fermiers

---

<sup>3</sup> Institut National de la Statistique et des Études Économiques. *Dossier Complet : Résultats pour toutes les communes, départements, régions, intercommunalités etc. en 2015*. 25 Février 2019. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2011101?geo=FRANCE-1>

<sup>4</sup> Alim'agri : Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation. *Royaume-Uni : Contexte agricole et relations internationales*. 18 Août 2016. <https://agriculture.gouv.fr/royaume-uni-0>

serait effectué au cas d'un Brexit planifié, mais une sortie « dure » sans accord serait catastrophique au niveau de l'exportation de biens agroalimentaires de la France au Royaume-Uni.

Une autre branche également fondamentale de l'économie française qui serait profondément affectée par le Brexit est celle de l'industrie de fabrications matérielles. En gros, ce bras du conglomérat français fournit des biens fabriqués et des services aux marchés français et aux marchés étrangers tous les deux. Comparée aux autres portions du produit intérieur brut français, l'industrie de fabrications matérielles est la plus grande d'une quantité écrasante ; en 2006, on a estimé que les services et les biens fabriqués en ont composé 71,4%. Ce calcul monte pendant les dernières treize années. De plus, ces matériaux fabriqués ont constitué 79,0% d'exportations produites par la France, par conséquent les rendant les plus grandes sources de capital ramassé de l'étranger pour l'économie.<sup>2</sup> Quels objets qu'ils soient, des véhicules, des textiles, ou des électroniques, ces biens et services sont indispensables pour la progression économique française.

Vu ces statistiques concernant l'état de l'économie française, que peut-on discerner à propos de la relation économique entre la France et le Royaume-Uni après que le Brexit arrive ? Cette question est plus variable et complexe qu'une seule réponse est capable d'y répondre. Donnée la tendance incertaine du Brexit, l'Europe pourrait se trouver sur une de plusieurs pistes à la suite du départ. Si le Royaume-Uni sort de l'Union européenne avec un accord, c'est possible que les négociations se réalisèrent paisiblement. En revanche, si le Royaume-Uni fait un Brexit « dur », c'est aussi possible que des déficits se trouvèrent partout le marché européen. Bien que l'avenir immédiat est incertain, on doit essayer de saisir la situation afin que l'état de l'économie européenne puisse se préparer.

Si on veut prédire les répercussions de la sortie du Royaume-Uni, il faut d'abord comprendre la relation économique entre l'Angleterre et la France. Dès l'entrée du Royaume-Uni dans L'Union européenne au début de 1973, et même bien avant cet évènement historique, les deux nations avaient un rapport assez intime et rapproché. Ce rapport a été établi grâce à leur proximité proche géographique et à leurs valeurs partagées à l'égard de l'économie et du gouvernement. Quoiqu'ils se disputent périodiquement à cause de leurs propres traits orgueilleux à eux, ils partagent néanmoins une histoire profonde et complexe basée sur des liens serrés : un fait qui aujourd'hui facilite paisiblement de bons échanges de produits entre les deux pays.

Au niveau économique, nombreux sont les échanges commerciaux entre le Royaume-Uni et la France. Pour chaque pays, l'échange constitue une partie majeure de l'économie. Le taux d'échange entre ces sociétés démontre que l'économie française compte sur cette relation, et celle du Royaume-Uni en compte réciproquement. Parmi toutes les productions matérielles, environ 6,7% d'entre eux fabriquées en France sont envoyées à l'Angleterre. Pour contextualiser ce pourcentage avec un chiffre réel, le prix de biens et services exportés équivaut aux 32 milliards EUR chaque année.<sup>5</sup> Tout bien considéré, l'échange avec l'Angleterre fait une partie énorme du produit intérieur brut de la France, expliquant le bien-être de millions de travailleurs français. En revanche, les biens et services produits par le Royaume-Uni envoyés à la France font partie de 3,6% de tous achats de l'économie française. Pour contextualiser ce montant encore une fois, il fait en somme 20 milliards EUR,<sup>5</sup> un montant d'argent pas du tout négligeable. Ces chiffres montrent visuellement la relation de codépendance entre la France et l'Angleterre. Au cas d'un

---

<sup>5</sup> Ministère de l'Économie et des Finances. *Royaume-Uni : Relation économique bilatérale*. Trésor. 08 Mars 2019. <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/GB/relation-economique-bilaterale>

effondrement économique suscité par le Brexit, une récupération de cette codépendance serait terriblement difficile à reprendre.

Si le Royaume-Uni sort de l'Union européenne comme planifié, plusieurs dominos situés de façon précaire du rapport franco-anglais vont tomber. En premier, l'échange libre de travailleurs, français ou anglais, se mettra à fin. Cet effet tient évidemment une influence notable sur les économies respectives de chaque pays, mais également sur les vies quotidiennes des travailleurs qui y habitent. Non seulement seraient-ils déplacés de leurs propres quartiers, mais la sortie les mettrait au chômage tout d'un coup aussi. Ce grand déplacement va baisser la production de chaque pays et va créer un déficit économique pour les gens dont il traite. En deuxième, une autre crise plus pressante s'élèverait. La menace d'une augmentation faisant un pic d'impôts entre les deux pays pourrait se mettre en place à la suite d'une sortie, peu importe sa probabilité d'être « dur » ou « doux ». En voyant l'arrivée de ce cauchemar, la France et l'Angleterre vont pareillement ressentir une augmentation de tarifs comme jamais vu au XXI<sup>e</sup> siècle.

Pour mieux comprendre l'effet de la sortie sur l'installation des impôts entre la France et Le Royaume-Uni, il faut résumer une taxe qui possède une importance titanesque au monde des exportations et des importations internationaux. Connue sous le nom de la TVA, un acronyme qui signifie « la Taxe sur la Valeur Ajoutée, » cette régulation avance des impôts qui touchent l'échange des biens et services quand ceux-ci sont amenés à travers une frontière internationale. Traditionnellement, cette taxe est appliquée à tous pays qui n'appartient pas à l'Union européenne d'un taux fluctuant en fonction de situation.

Cependant, grâce à un cas spécifique appliqué aux membres de l'Union européenne, cette taxe obligatoire sur les biens et services est enlevée entièrement.<sup>6</sup>

Si le Royaume-Uni, en devenant un état pas associé à l'Union européenne, déclenche la fin de ce cas, une taxe supplémentaire sera imposée sur tous les échanges de biens et services qui traversent la frontière anglaise. Quel produit qu'il soit, peu importe sa direction à l'intérieur ou à l'extérieur du pays, il recevra une taxe que l'on faut payer. Par rapport aux échanges réduits et gratuits avant le Brexit, la France ainsi que le Royaume-Uni devront payer ces impôts.<sup>6</sup>

Comme on peut imaginer, les deux secteurs les plus affectés par le départ du Royaume-Uni seront ceux de l'agriculture et des biens matériels. Si l'on imposait un impôt de 10% (un chiffre modeste comparé aux impôts mises en place envers d'autres non-membres de l'Union européenne), les propriétaires français devraient payer une grande portion de leurs bénéfices. Les impôts rendus obligatoires sur ces secteurs détruiraient indifféremment nombreuses de familles et d'entreprises anglaises et françaises tous les deux. Au pire cas, où le Royaume-Uni quitte l'Union européenne sans accord, la France pourrait être facée à un déficit de 0,6% de son produit intérieur brut total.<sup>7</sup> Ne laissez pas ce petit chiffre, qui comporte quand même une quantité pas négligeable de la richesse de la France, vous duper. Ce pourcentage du produit intérieur brut français s'additionne à 1 676 milliards USD, un montant extraordinaire qui concerne la majorité des Français.

---

<sup>6</sup> *DIRECTIVE 2006/11/CE DU CONSEIL du 28 Novembre 2006 relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée.* Journal Officiel de l'Union Européenne. Chapitre 10. 11 Décembre 2006.

<sup>7</sup> Richard Hiault. *La France perdrait 0,6 % de PIB en cas de Brexit sans accord.* Les Echos. 19 Mars 2019. <https://www.lesechos.fr/monde/europe/la-france-perdrait-06-de-pib-en-cas-de-brexit-sans-accord-1001941>

En outre, d'autres problèmes vont aussi arriver à la suite d'une sortie. Plusieurs critiques prévoient une chute de la Bourse français par 10%. D'autres imaginent que les citoyens français et européens auront besoin d'un visa pour accéder au Royaume-Uni. Même d'autres anticipent des années de négociations pour trouver une solution fixée.<sup>8</sup> En tout cas, le départ du Royaume-Uni, peu importe sa méthode d'arrivée, ne va pas amener de bonnes nouvelles pour l'Europe.

En somme, la crise financière mise en place par le Brexit poserait un problème véritable pour l'Union européenne et pour l'économie française. Tranchée dans une histoire de l'agriculture et de l'industrie dépendante d'échanges multinationaux, la France souffrirait d'une période économique turbulente engendrée par les obstinations du Royaume-Uni à l'événement d'un départ « dur ». Si la pire situation concernant le Brexit arrive, la France verra des déficits graves tel que ceux du reste de l'Europe. Quoiqu'il faille attendre jusqu'à l'arrivée d'une conclusion de cette affaire hasardeuse, la France doit se préparer en attendant afin que sa population soit mieux protégée contre une augmentation excessive d'impôts en relation avec l'exportation et l'importation de biens et services anglais.

---

<sup>8</sup> *13 Conséquences concrètes du Brexit*. CNEWS. 15 Avril 2019. <https://www.cnews.fr/monde/2019-04-15/13-consequences-concretes-du-brexit-732730>